

La Banque d'Épargne prépare son entrée sur le marché canadien

Elle négocie l'achat de deux fiducies d'une valeur de \$ 1,2 milliard

PAUL DURIVAGE

La Banque d'Épargne compte acquérir de La Laurentienne les fiducies Eaton Trust de Toronto et Yorkshire Trust de Vancouver ayant un actif combiné de \$1,2 milliard. Fini le ghetto, l'institution financière «de la cité et du district de Montréal» vise le marché national.

C'est ce qu'a annoncé le nouveau président et chef de la direction de la Banque d'Épargne et ancien vice-président exécutif aux services financiers de la Corporation du Groupe La Laurentienne, M. Roland Breton, au cours d'une entrevue exclusive à LA PRESSE.

Ce développement, selon des sources, ne serait pas étranger au déclin de M. Pierre Goyette. M. Goyette était président et chef de la direction jusqu'à l'arrivée de M. Breton, connu comme l'émissaire de La Laurentienne. Il occupe depuis la fonction de vice-président du conseil.

La Banque d'Épargne et La Laurentienne étant apparentées, c'est un comité d'experts indépendants qui fixera le prix de la transaction, a précisé M. Breton. On sait par ailleurs



PHOTO JEAN GOUPI, LA PRESSE
M. Roland Breton, P.D.C. de la Banque d'Épargne: la carte locale est perdante.

que la valeur aux livres du Yorkshire Trust est de près de \$40 millions et celle du Eaton Trust, d'environ \$35 millions.

Selon M. Breton, la Banque d'Épargne règlera vraisemblablement cet achat par l'émission d'actions du trésor au Groupe La Lau-

rentienne. Cette dernière, qui possède 32 p. cent des actions de la banque, a déjà manifesté son intention de porter sa participation à plus de 50 p. cent, dès que le livre vert sur le décloisonnement des sociétés financières aura force de loi.

Avec cet ajout, la Banque d'Épargne portera son actif à plus de \$5 milliards. C'est cependant insuffisant pour joindre le peloton de tête des institutions financières au pays, le National Victoria and Grey Trust, ce la devançant toujours, en dixième place.

M. Breton a lui-même négocié l'acquisition par le Groupe La Laurentienne des Services financiers Eaton, qui comprend le Eaton Trust, au prix de \$85 millions, en juin dernier. L'achat du Yorkshire Trust, une société de fiducie exploitant huit succursales dans l'ouest canadien, remonte pour sa part au printemps de 1985.

A la conquête du Canada

Le nouveau président a expliqué que l'acquisition des deux fiducies permettra à la banque de prendre un caractère national. Il estime en effet qu'à l'ère du décloisonnement et de l'internationalisation des marchés, la carte locale est perdante.

La Banque d'Épargne, qui a déjà mis en sourdine l'appellation «de la cité et du district de Montréal» alors qu'elle implantait trois succursales à Québec, compte d'ailleurs abandonner maintenant le terme limitatif «Épargne». Plus que l'occasion de prendre le nom de la société mère, il s'agit d'un changement fondamental reflétant un statut juridique élargi.

M. Breton a expliqué qu'en renonçant au statut de banque d'épargne — c'est d'ailleurs la dernière institution financière de ce type au Canada — pour prendre celui de banque à charte, l'entreprise pourra contracter des prêts commerciaux de plus de \$100 000 et des prêts personnels de plus de \$25 000. Les banques à charte sont toutefois toujours tenues (jusqu'en 1990) de constituer des réserves ne portant pas intérêt auprès de la Banque du Canada.

Fort de ce nouveau statut et comptant sur l'acquisition du réseau d'établissements des deux fiducies de la société-mère, la Banque d'Épargne planifie déjà l'ouverture de succursales en Ontario et dans l'ouest du pays. Ceci n'exclut toutefois pas la consolidation de sa présence au Québec, et particulièrement dans la région de Québec, a précisé M. Breton.



Alain Dubuc

Desjardins: l'apartheid coopératif

L'exercice de la démocratie est un art difficile. Même le Mouvement Desjardins, une institution démocratique, doit s'en rendre compte, car il y a du sable dans l'engrenage.

Depuis quelques mois, deux de ses filiales ont émis des actions. Dans les deux cas, ce sont des actions subalternes, qui nient les droits les plus élémentaires des actionnaires.

Pourtant, lors des assises du mouvement, tenues en décembre dernier, les membres ont fortement insisté sur le rôle social et sur les principes démocratiques. C'est d'ailleurs un élément majeur du mandat du nouveau président, M. Claude Béland.

Comment concilier ces deux orientations? C'est comme si, dans le Mouvement Desjardins, il y avait deux genres de démocratie. L'une pour la majorité, les sociétaires et une autre, très limitée, pour ceux qui choisissent d'investir dans le mouvement. Comme en Afrique du Sud.

LES ACTIONS SUBALTERNES

En septembre, le Crédit Industriel Desjardins, spécialisé dans le financement des entreprises, a lancé une émission d'actions de \$13 millions, dans le cadre du Régime d'épargne-actions. Et ce mois-ci, la Fiducie du Québec lance une émission de \$20 millions, elle aussi admissible au REA.

Il s'agit d'actions subalternes. Avec une action ordinaire, le détenteur est propriétaire d'une fraction de la compagnie qui lui donne un droit de vote. Mais une action subalterne ne comporte pas de droit de vote, ou ne permet qu'un droit de vote restreint. Pour un investissement égal, un détenteur de vraies actions ordinaires pourra avoir dix ou quinze fois plus de voix que celui qui détient une action subalterne.

En plus d'empêcher l'actionnaire d'exercer ses droits de propriétaire lors des assemblées, l'action subalterne peut être beaucoup moins attrayante dans le cas de prises de contrôle parce que l'éventuel propriétaire n'a aucun intérêt à acheter des titres non votants qui ne l'aident pas à obtenir la majorité des voix. Dans le cadre du REA, il existe une protection, mais elle est partielle.

Ce genre de véhicule financier a fait l'objet d'un vif débat, surtout parce qu'en 1986 un nombre anormal d'émissions REA y ont recouru. C'est pourquoi le ministre Gérard D. Levesque a tenté d'endiguer le flot en limitant leurs avantages fiscaux: déduction de 50 p. cent et plafond d'achat de \$2 000.

On peut, dans certains cas, comprendre pourquoi une entreprise émet de telles actions. Les dirigeants d'une PME qui n'a pas encore atteint sa maturité craignent parfois une prise de contrôle extérieure et se protègent en distribuant les droits de votes le plus parcimonieusement possible. Dans le cas de la Fiducie, ou du CID, cet argument ne joue manifestement pas.

Par ailleurs, on peut toujours dire que le droit de vote attaché à une action est fort symbolique, puisque le petit actionnaire n'a aucun rapport de forces vis-à-vis de ceux qui détiennent des blocs d'actions majoritaires. Mais il y a une question d'éthique, à laquelle les dirigeants du Mouvement Desjardins devraient être sensibles.

Comme le dit un texte officiel: «Monsieur Alphonse Desjardins n'avait toutefois pas renoncé à l'idée de faire naître un jour des organismes complémentaires, nourris du même esprit que les caisses et eux aussi destinés à la protection et au service de la population.»

En vertu de cet esprit, la Fiducie et le CID devraient respecter les actionnaires et donner l'exemple, y compris sur le parquet de la Bourse. Même les grosses banques capitalistes, comme la Royale, émettent des actions ordinaires.

UN CONFLIT D'INTÉRÊTS

On comprend pourquoi les deux institutions se sont lancées dans les actions subalternes. C'est lié à la philosophie du mouvement. De par ses statuts, Desjardins appartient et est contrôlé par ses membres, les sociétaires des caisses.

Si les filiales qui émettent des actions donnent un plein droit de vote aux investisseurs, ce sont eux qui contrôleront, du moins en partie, les destinées de l'institution, en participant à l'élection du conseil d'administration et en imposant la logique du profit. On voit donc le problème.

La filiale aurait deux maîtres: les sociétaires coopératifs et les actionnaires capitalistes. On a donc réglé ce conflit en niant les droits des actionnaires. Ceux-ci, qui risquent leurs fonds en investissant dans le Mouvement Desjardins, deviennent des citoyens de seconde classe.

Le plus fou, c'est qu'il s'agit de mêmes Québécois. Cela devient absurde: laissez dormir un p'tit \$5 dans un compte de caisse pop et vous avez des droits inaliénables. Risquez \$2 000 dans le même mouvement et vous perdez vos droits!

LE CAPITALISME DIFFICILE

C'est dommage, parce qu'il a quelque chose de courageux dans la décision de ces deux institutions d'émettre des actions. Le financement par actions permet de renforcer la capitalisation d'une entreprise; dans le cas de la Fiducie du Québec, cet apport de fonds permettra d'améliorer la cote financière. En outre, le fait de devenir une compagnie publique cotée en Bourse, force une entreprise à subir le test du marché.

Mais pour un mouvement qui se définit comme une alternative au capitalisme, le saut est plus difficile à faire, car il n'y a rien de plus capitaliste que des actions en Bourse. On est donc aux prises avec de jolies contradictions.

C'est un des problèmes que devra résoudre le nouveau président lorsqu'il voudra concilier la logique économique avec des objectifs sociaux. Mais ce qui est clair, c'est que l'émission d'actions subalternes est une solution inéligible.

REÉR: date limite le 2 mars

Le ministère fédéral du Revenu annonce que la date limite pour effectuer une contribution dans un Régime enregistré d'épargne-retraite (REÉR), pour l'année d'imposition 1986, a été reportée au lundi 2 mars. La date limite habituelle est le 28 février, mais comme ce jour-là tombe un samedi, le ministre Elmer MacKay accorde une prolongation pour permettre aux retardataires de faire leur contribution dans les délais prévus.



Le dollar US poursuit sa dégringolade

La chute du dollar américain s'est poursuivie hier sur les marchés des changes, où il a facilement crevé les planchers des six francs français pour s'inscrire à 5,9250 francs comme le montre cette photo prise hier à la Bourse de Paris. Le billet vert de l'oncle Sam en était, à la fermeture des marchés, à son plus bas niveau en six ans contre le mark, en cinq ans contre le franc français, et en huit ans contre le franc suisse. Pendant ce temps, le dollar canadien poursuivait sa remontée, gagnant 17 centimes de cents pour terminer la journée à 74,53 cents américains.

André Saumier revient au courtage

PAUL DURIVAGE

L'ancien président de la Bourse de Montréal, M. André Saumier, revient au courtage des valeurs mobilières. Il lancera bientôt une nouvelle maison de courtage d'un «concept nouveau», promet-on.

Son associé principal dans ce projet, M. Norman Morisson, un ancien vice-président de la maison de courtage Deacon Hodgson (maintenant fusionné à Nesbitt Thomson), a confirmé la nouvelle à LA PRESSE. M. Saumier n'a malheureusement pu être joint.

M. Morisson n'a pas voulu préciser davantage, soulignant cependant que des discussions étaient en cours avec la Commission des valeurs mobilières du Québec afin d'obtenir toutes les autorisations requises, tâche particulièrement ardue compte tenu du caractère innovateur du projet.

Selon la rumeur, rue Saint-Jacques, des négociations ont présentement cours en vue de l'acquisition du bureau montréalais de la petite maison de courtage torontoise Davidson Partners Ltd. Le directeur général à Montréal, M. Donald Climo,

citant le head office, a cependant déclaré qu'il «n'est pas vendeur, au Québec». Il devait ajouter avec arrogance que «lorsqu'on voudra annoncer quelque chose à la presse, on enverra un communiqué».

M. Saumier a quitté précipitamment la présidence de la Bourse de Montréal en novembre dernier expliquant qu'il souhaitait se rendre entièrement disponible, compte tenu des «nombreuses offres d'emplois» qui lui étaient alors faites. Il était précédemment vice-président de la firme de courtage Richardson Greenshields, l'une des plus importantes au pays.

L'acquisition de Télé-Métropole s'est faite hier

L'acquisition des intérêts de contrôle de Télé-Métropole, approuvée mardi par le CRTC, s'est concrétisée hier. En vertu de cette transaction, le Groupe Videotron a acquis de la Succession J.A. DeSève, de la Fondation J.A. DeSève et de Cine-Monde, 1,4 million d'actions ordinaires classe A participantes et avec droit de vote de Télé-Métropole, représentant 99,6 p. cent des actions émises de cette catégorie et 1,7 million d'actions classe B participantes et non votantes représentant 27,4 p. cent des actions de cette catégorie.

Tel qu'annoncé le 14 juillet 1986, l'acquisition est limitée aux actions de Télé-Métropole, détenues par la Succession J.A. DeSève, la Fondation J.A. DeSève et Cine-Monde; en conséquence, elle n'a pas été et n'est pas étendue aux autres actionnaires de Télé-Métropole.

À la clôture de la transaction, le Groupe Videotron s'est porté acquéreur de débetures détenues par la succession J.A. DeSève et la Fondation J.A. DeSève pour une somme de \$689 000, ce qui porte la valeur totale de la transaction à \$134,1 millions.

Monsieur André Chagnon a été nommé président du conseil de Télé-Métropole et M. Serge Gouin vice-président du conseil et chef de la direction de la compagnie. M. Gaston W. Bélanger demeure président directeur général de Télé-Métropole.

MONTRÉAL	TORONTO	DOW JONES	L'OR (NEW YORK)	DOLLAR CANADIEN
↑ 1708,93 (+8,83)	↑ 3354,25 (+14,34)	↑ 2163,39 (+12,94)	↓ \$410,30 (-5,20)	↑ \$ +0,17/100 74,63

REÉR

REÉR Fonds de placement sans frais d'acquisition
* Rendement annualisé (du 01/03/86 au 31/12/86)

Le tandem gamme-performance

REÉR CPG • REÉR Fonds de placement • REÉR Épargne • REÉR Obligations d'Épargne • REÉR autogéré •

1253, av. McGill College Montréal
Tél.: 878-8181

6633, rue Sherbrooke Est Montréal
Tél.: 253-1720

132, bd Labelle Rosemère
Tél.: 437-0710

LE TRUST DE LA BANQUE D'ÉPARGNE

LA BOURSE

La bourse a poursuivi hier son ascension. Tous les marchés boursiers ont fermé à la hausse, tout en atteignant de nouveaux sommets.

Ces ont également bien fait. Le TSE 300 de la Bourse de Toronto a progressé de 14,34 points, pour clôturer à 3 354,25.

Les titres les plus actifs étaient: Banque Canadienne Impériale de Commerce qui a gagné 1/2 à 22%.

Canadien Pacifique 1/2 à 20%, Noranda 1/2 à 24%, Banque de Montréal 1/2 à 38%, Gulf Canada 1/2 à 23%, Entreprises Bell 1/2 à 39%, Power Corp 1/2 à 17%.

A la baisse, on retrouvait dans les valeurs actives: Asamera en recul de 1/2 à 12%, National Victoria 1/2 à 22%, Lac Minerals 1/2 à 36%.

PROPOSITION D'AFFAIRES

705 HYPOTHÈQUES

AAA 1ère, 2e, balance vente rapide, notaire Laberge 729-4334. ACCEPTATION en 7 jours, 1ère et 2e hypothèques. Coûts Prop. St-Rene Goulet, 321-2610.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

BOUTIQUE AFFICHART PARTEZ GAGNANT EN 87 Dans votre propre commerce De plus en plus en demande ce concept a fait ses preuves.

CHAÎNE DE FAST FOOD BIEN DÉVELOPPE

Montreal et région, cherche un sérieux acheteur pour sa franchise multiresse pour tout Montreal et la province de Québec.

DISTRIBUTION AUCUNE EXPERIENCE DE VENTE NE SERA EXIGEE POUR CET EMPLOI

La Corporation Canadienne de 47 années représente par l'Organisation Nationale du Marketing, cherche à contacter et sélectionner 8 autres distributeurs pour la région de Montreal et autres villes dans la province de Québec.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

FRANCHISE d'entretien ménager à Laval, équipement et clientèle mobile, en zone industrielle, 500,000, M. Mavensky 383-5667

FRANCHISES de distribution disponibles dans les régions du Québec, l'Ontario et l'Est du Canada. Nouveau produit exclusif relié au service de santé pour adultes, entreprises, hôpitaux, etc.

INVESTISSEUR ET ASSOCIE(E)

Actif recherché(e) avec expérience seulement dans un des domaines suivants: investigation, détection (tracing) et rapports de crédit. Qualités exigées: leadership, travailleur, bilingue, bonne orthographe et capable de bien rédiger un rapport.

LOCAL commercial à louer dans centre d'affaires

REPUBLICA Dominica. Vente condos-hôtel. Prix intéressant. Revenus annuels de \$15-192.

UNIQUE AU MONDE, projets touristiques internationaux, encadre quelques associés.

VOUS avez besoin d'un concessionnaire pour cuisine, nous pouvons répondre à tous vos besoins. Consultation pour l'achat de vous au 527-5331, Raymond Rondeau.

VOUS ETES COMPTABLE ou fiscaliste. Avons à vous offrir une excellente occasion d'augmenter vos affaires.

712 ASSOCIES DEMANDES

ASSOCIE demandé, article unique au Québec, très populaire en Europe. Capital requis \$20,000. Ecrire C.P. 515, Succ. Jean-Talou, Montréal, H1S 2Z4.

CHEF-CUISINIER de préférence avec peu d'investissement pour restaurant au Verdun, 765-8608

INVENTEUR vendrait ses droits d'invention d'un article utilitaire inexistants sur le marché (idée géniale), \$5,000 + royalties. Appelez après le 253-4332.

INVESTISSEUR recherche associé sérieux pour investissement immobilier sur île de MM et partage de la gestion. Capital souhaitable \$100,000. Jour 598-3746, soir 656-7486.

712 ASSOCIES DEMANDES

RECHERCHE associé expérimenté pour buffet chaud et froid, possibilité soles de réception, 625-4511.

714 FRANCHISES

BOUTIQUE de décorations, \$35,000, 674-3035, 674-4511.

BROCHETTERIE WILLYS MAINTENANT EN FRANCHISE 718-2817, SYLVIE

INSTITUT DE BEAUTE ISABELLA FRANCHISES DISPONIBLES 718-2817, SYLVIE

715 SERVICES FINANCIERS

ATTENTION COMMERCE Prêts pour refinancement, expansion, nouvelle acquisition, équipements, Gintani Inc. 646-9323.

CONSOLIDATION DE DETTES Consultation gratuite. Pre-sollicité. LABBE ASS. 911-8819

FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. DENCOL MTO - 345-1356

718 ARGENT DEMANDE BESON argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4334.

725 TENUE DE LIVRES, DECLARATIONS D'IMPOT

FERAIS votre comptabilité à votre bureau, tous horaires, 20 ans d'expérience. 333-1242, 321-2063

P.A. CONSEILS INC Comptabilité sur ordinateur pour PME, assistance pour crédits, impôts, compagnies et particuliers. 341-3204.

735 L'IMMOBILIER

RENDMENT SUPERIEUR Si vous avez un compte de 10,000 \$ à investir dans l'immobilier, j'ai un projet qui rapporte 25% annuellement. De 9 h à 17 h. 255-1447.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RESULTATS 285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-5013

ANNONCES ENCADREES 285-7000

ECONO-FLASHES

LILIANE LACROIX

IMASCO AUGMENTE SON DIVIDENDE

Parce que ses dirigeants se disent « confiants que le prochain exercice fiscal verra une reprise de la croissance d'Imasco », la compagnie a annoncé une augmentation du dividende sur ses actions ordinaires malgré une baisse du bénéfice pour le troisième trimestre et les neuf mois terminés le 31 décembre 1986.

C-I-L VOIT FONDRE SES BÉNÉFICES DE MOITIÉ

Le groupe CIL, important fabricant de produits chimiques et d'explosifs, a vu ses bénéfices d'opération fondre de moitié en 1986. La compagnie déclare en effet un bénéfice d'opération de \$20 millions, contre \$39 millions l'an dernier.

DÉFICIT POUR TRANSCANADA PIPELINES

Au quatrième trimestre, TransCanada Pipelines a enregistré une perte nette de \$86,2 millions ou 82 cents par action contre \$57,4 millions ou 60 cents par action au cours de la même période l'an dernier.

CONTRAT DE LA NASA À SPAR AÉROSPATIALE

La NASA a accordé à Spar Aérospatiale des contrats évalués à \$19 millions pour effectuer des travaux supplémentaires sur le télémanipulateur de la navette spatiale, connu également sous le nom de « bras canadien », ou Canadarm.

IL S'EST PAYÉ PLUS DE CHÔMAGE EN NOVEMBRE

Les prestations d'assurance-chômage ont connu une hausse de 3,3 p. cent en novembre, totalisant \$736 millions contre \$712 à la même période en 1985.

SIMULATEUR DE VOL POUR SINGAPORE AIRLINES

La société montréalaise CAE Électronique a été choisie par Singapore Airlines pour élaborer et fabriquer un simulateur de vol pour Boeing 747-400.

ARTOPEX DONNE DES EXPLICATIONS À LA BOURSE

À la demande de la Bourse de Montréal et à la suite de la hausse du cours de ses actions mardi, la direction d'Artopex explique le comportement de son titre par les recommandations favorables de quelques analystes financiers.

SKI: MONT SAINT-SAUVEUR ACQUIERT MONT-AVILA

La station touristique Mont Saint-Sauveur a fait l'acquisition, au coût de \$6 millions des actifs visant l'exploitation de la station de ski Mont Avila située à Piedmont et adjacente à la station Mont Saint-Sauveur.

LA BNÉ SE DÉFAIT D'UNE PARTICIPATION

La Banque de Nouvelle-Écosse a vendu 457 329 actions ordinaires de la Bank of N. T. Butterfield & Son of Bermuda.

CONTRAT DE CALIFORNIE POUR MEMOTEC DATA

La division Transmissions de Memotec Data Inc. a obtenu un contrat de plus de \$600 000 de la compagnie californienne Computer Sciences Corporation (CSC).

RÉSULTATS DU GROUPE BEAUGARTE

L'acquisition du restaurant Le Cousin et les transformations apportées au restaurant Beaugarte ont permis au Groupe Beaugarte de réaliser au cours du dernier semestre une augmentation de ses ventes, qui sont passées de \$2 à \$3,4 millions.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE À LOUER

70,000 pieds carrés

- Située à Pointe-Claire
Peut être agrandie jusqu'à 150,000 pieds carrés
Bâtiment de 10 ans. en excellente condition
Entièrement climatisé
Gicleurs automatiques
Stationnement abondant
Disponible immédiatement

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, COMMUNIQUEZ AVEC:

Robert Forest 842-8636

CANDEREL LIMITEE

CHESLEY PLACE CENTRE D'ACHATS ET COMPLEXE DE BUREAU

situé à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick. 164,122 ± pieds carrés superficie brute.

VENTE HYPOTHÉCAIRE: 9 FÉVRIER 1987

Pour plus d'informations, contacter Walter D. Vail 506-453-7771

De bonnes nouvelles d'Ottawa pour les gens d'affaires qui voyagent!

L'Hôtel Roxborough, le petit hôtel de luxe situé au cœur du centre-ville d'Ottawa, invite les gens d'affaires à devenir ses clients-associés.

Veillez ajouter le nom de ma compagnie à votre liste de clients-associés. Note: valide à l'envoi de votre carte d'affaires ou d'une feuille à l'entête de votre compagnie.

Form with fields for Name, Emploi, Compagnie, Adresse, Ville, Code postal, Tel.



123, rue Metcalfe (angle Laurier), Ottawa K1P 5L9 (613) 237-5171

Large advertisement for 'Salon de l'Épargne-Placements' featuring various investment options like 'Parquet de la Bourse de Montréal', 'Abris fiscaux', 'Bourse', and 'Immobilier'. Includes a list of participating banks and a deadline of Feb 6-10.

Small advertisements for 'artopex', 'SKI: MONT SAINT-SAUVEUR ACQUIERT MONT-AVILA', 'LA BNÉ SE DÉFAIT D'UNE PARTICIPATION', 'CONTRAT DE CALIFORNIE POUR MEMOTEC DATA', and 'RÉSULTATS DU GROUPE BEAUGARTE'.

Dofor serait vendue d'un seul coup à un acheteur unique

C'est ce que soutient le député de Boucherville, Jean-Guy Parent

FRANCINE OSSORNE

La privatisation de Dofor pourrait se faire d'un seul coup, les deux compagnies concernées, Domtar et Donohue, passant alors aux mains d'un seul acheteur, ce qui impliquerait une transaction d'environ \$650 millions en tout.

C'est ce que soutient la critique de l'opposition en matière de privatisation, le député de Boucherville, Jean-Guy Parent. La société gouvernementale SGF détient en effet 28 p. cent de Domtar et 56 p. cent de Donohue.

Selon les sources de l'opposition, l'acheteur serait un consor-

tium formé autour des frères Perron, les propriétaires de Normick-Perron. Ce groupe d'investisseurs est, semble-t-il, fortement épaulé par une importante institution financière.

Pour M. Parent, le retard à la privatisation de Dofor n'a rien à voir avec le dossier de la papeterie de Matane, comme l'a prétendu le gouvernement. Québec a déjà annoncé qu'il souhaite retarder la privatisation de Dofor parce que la société norvégienne Saubruks s'est retirée du projet de Matane. Le gouvernement a expliqué qu'il envisage de se servir de ses intérêts dans le secteur du papier en vue d'une implication éventuelle de Donohue dans le projet, afin de le faire démarrer.

M. Parent ne croit pas à cette version. Il dit avoir appris qu'un nouveau groupe d'investisseurs s'était formé et négocie activement la vente en bloc de Dofor. Selon le député, c'est la lenteur des négociations qui retarde la privatisation de Dofor et non pas la remise en question du projet de Matane.

Au début, on avait identifié Power Corporation comme étant intéressée à Domtar, alors que Normick Perron, Cascades et Quebecor lorgnaient du côté de Donohue.

Pour sa part, M. Parent se dit vivement opposé à la privatisation de Dofor parce que le Québec ne devrait pas laisser aller sa participation dans un secteur éco-

nomique aussi névralgique.

Également, le député péquiste craint qu'en achetant Dofor, la ou les compagnies surtout si elle est déjà active dans le secteur des pâtes et papiers, ne paralyse ses capacités financières pour investir et moderniser ses installations. Compte tenu de la grande concurrence que se font les papeteries au niveau mondial, il est important que les compagnies québécoises puissent rester à la fine pointe de la technologie.

Enfin, en se départissant de son actif dans Dofor, la Société générale de financement se prive de profits importants qui lui permettraient d'investir dans d'autres projets industriels au Québec, fait valoir M. Parent.

Ottawa nommé un nouvel inspecteur des banques

par La Presse Canadienne
TORONTO



M. Michael Mackenzie, membre chevronné des comptables agréés Clarkson Gordon, de Toronto, a été nommé hier inspecteur général des banques. Il dirigera un nouveau bureau qui devrait devenir extrêmement puissant et sévère à la suite de l'enquête Estey sur la faillite de deux banques de l'Alberta.

La nouvelle agence englobera l'ancien bureau de l'inspecteur général des banques ainsi que le département qui surveillait les compagnies d'assurances, les sociétés de fiducie et les entreprises de prêts. C'est ce qu'avait recommandé la commission Estey et ce qu'a confirmé un document de travail déposé au parlement en décembre.

M. Mackenzie, qui est âgé de 60 ans, a déclaré au cours d'une interview qu'il n'avait pas accepté facilement un poste aussi controversé. Tout en ne voulant pas tout chambarder, il se propose de s'entourer d'un personnel assez avant-gardiste et vigilant pour faire face aux immenses changements que vit l'industrie des services financiers.

Si, comme suggéré, on accorde à l'agence le pouvoir de suspendre les opérations d'une entreprise, M. Mackenzie n'hésitera pas à recourir à ce pouvoir s'il juge que c'est nécessaire.

Entre Toronto et Montréal

Les milieux d'affaires ont accueilli avec satisfaction la nomination de M. Mackenzie qui, à partir du 16 février, oc-

cupera le poste durant les sept prochaines années.

D'ailleurs le nouvel inspecteur général espère maintenir des liens étroits et continus avec le milieu des affaires; c'est dans ce but qu'il prévoit orienter les activités de son bureau plutôt vers Toronto qu'Ottawa, parce que Toronto est le véritable centre financier du Canada.

En contrepartie, il transporter certains éléments importants du service d'inspection à Montréal.

M. Mackenzie remplace M. William Kennett, qui avait démissionné l'an dernier avant le rapport final de la commission d'enquête Estey qui devait critiquer le rôle de M. Kennett lors des faillites des banques albertaises, en 1985.

Le nouvel inspecteur général avait lui-même contribué à l'enquête Estey; ce fut une expérience très enrichissante, a-t-il indiqué mercredi.

Québec versera \$100 millions aux producteurs de céréales pour 1986

PIERRE GINGRAS

Le régime d'assurance-stabilisation du Québec versera cette année environ \$100 millions aux producteurs de céréales de la province pour la récolte 1986, soit la plus grosse somme allouée jusqu'ici pour soutenir un seul groupe d'agriculteurs spécialisé dans une production particulière.

Mais malgré la conjoncture mondiale très difficile pour la production de céréales, il n'est pas question pour le gouvernement de réduire l'importance de ce programme d'assurance. Au contraire.

Plus tôt cette semaine, au cours d'une entrevue à LA PRESSE, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Michel Page, a dit qu'il fallait maintenir cette production ou l'autosuffisance du Québec est passée de 36 à 85 p. cent depuis 1978. Il affirme que cette mauvaise conjoncture économique prendra fin dans trois ou quatre ans. D'ailleurs, M. Page annoncera, à la fin du mois de mars, de nouvelles mesures afin d'encourager la production d'une légumineuse, le soya, ainsi que des céréales pour consommation humaine. La majeure partie des céréales produites au Québec est destinée à l'alimentation des animaux.

Mis en application en 1976, ce régime d'assurance a été créé pour assurer au producteur agricole un revenu décent en cas de chutes de prix tout en lui permettant d'absorber ses coûts de production. Ce programme à frais partagés, le gouvernement payant les deux tiers du fonds et les agriculteurs contribuant pour le res-

te, est cependant largement déficitaire.

Des réserves considérables

La situation dramatique du marché international des céréales s'explique par plusieurs facteurs. Alors que les ventes allaient bon train au cours des années 70, la demande a fléchi au cours de l'actuelle décennie, entraînant du même coup une chute des prix. Durant cette période certains pays acheteurs sont devenus autosuffisants. Ces baisses ont été accentuées ces dernières années

par l'accumulation de surplus causée notamment par d'abondantes récoltes. C'est le cas notamment du Canada, des États-Unis, de l'Australie et des pays du Marché commun.

Cette dégringolade des prix s'est ensuite accélérée parce que les ventes de céréales ont souvent été subventionnées par certains pays et par la mise en place de la nouvelle politique agricole américaine en décembre 1985. Chez nos voisins, le prix des céréales est tombé de \$164 à \$125 la tonne au cours des deux dernières

années. Actuellement les réserves mondiales stockées sont de l'ordre de 350 à 400 millions de tonnes. Aux États-Unis seulement, les stocks accumulés sont de 225 millions de tonnes soit l'équivalent d'une année de production.

On sait qu'Ottawa a récemment annoncé l'octroi d'une somme de \$1 milliard pour sauver les producteurs de céréales de l'Ouest. Selon le ministre Michel Page, le gouvernement fédéral devrait aussi verser d'ici peu quelque \$50 millions aux producteurs céréaliers du Québec.

Salon de l'épargne-placements: accent sur l'immobilier

ROLLANDE PARENT
de La Presse Canadienne

Pour la 6e édition du Salon de l'épargne-placements du 6 au 12 février à la Place Bonaventure, les organisateurs ont décidé de mettre l'accent sur l'investissement immobilier, et plus particulièrement sur le marché des propriétés à revenus actuellement en pleine effervescence.

Les quelque 85000 habitués du salon retrouveront les éléments qui ont fait le succès des salons précédents, soit le mini-parquet de la Bourse de Montréal ou les actions de 75 compagnies pourront être négociées et la clinique REA où les acheteurs d'actions du régime d'épargne-actions pourront évaluer la performance de leur portefeuille et obtenir de l'information sur les futures émissions.

Et tout comme l'an dernier, un

salon carrières et professions se déroulera en parallèle avec plus d'une soixantaine d'exposants. Des représentants de quelques secteurs en croissance d'ici les dix prochaines années seront de la partie pour fournir de l'information sur les besoins de main-d'oeuvre, notamment dans l'industrie de l'aérospatiale, le textile, l'agro-alimentaire, les forêts et les mines.

En conférence de presse, hier, le président de l'Université populaire et promoteur du Salon de l'épargne-placements, Serge Martin, s'est dit fier de ce que l'expertise montréalaise ait inspiré le lancement de salons semblables à Toronto, Vancouver, Paris et Hong-Kong.

M. Martin estime qu'il importe que les Québécois développent leurs talents de gestionnaires et leur habileté à faire fructifier leur argent.

Pour ceux qui envisagent d'in-

vestir dans l'immobilier, une clinique sur les propriétés à revenus sera organisée et on y expliquera les multiples facettes de cette forme d'investissement: localisation, analyse des baux, examen d'une propriété, taux de vacance, prix d'achat, évaluation, hypothèque, gestion et fiscalité.

Les principales firmes de courtage en immobilier seront présentes pour renseigner la clientèle sur les propriétés à revenus disponibles sur le marché.

Des conseillers spécialisés en investissement immobilier seront disponibles pour indiquer les critères importants à considérer avant d'acheter une maison, soit l'emplacement, l'état de la propriété convoitée, le financement, la valeur de la propriété, les taxes, le coût des services et les assurances.

En outre, des conférenciers approfondiront les sujets traités dans les stands, soit l'achat et la

vente d'une maison, le renouvellement d'hypothèques, les propriétés à revenus, les assurances et les abris fiscaux.

Une autre série de conférences visera à familiariser le grand public et les gens d'affaires à plusieurs stratégies de succès, de pensée positive et de motivation.

Le Salon de l'épargne-placements, qui ne reçoit aucune subvention gouvernementale, compte cette année 200 exposants.

IMPERTEX Inc.

Monsieur Frank Haddad, président du conseil et chef de la direction de Impertex Inc., est heureux d'annoncer les nominations suivantes au Conseil d'administration de la compagnie Impertex Inc.:



Michel Chong, C.A.
Administrateur
Vice-président, finances
Impertex Inc.



Gaston Meilleur*
Administrateur
Directeur, financement
corporatif
Tassé & Associés Limitée



Mark Rosenstein*
Associé de
l'étude légale
Lapointe Rosenstein



Jean Savard*
Administrateur
Président,
Jean Savard,
Consultants financiers Inc.

*Membre du Comité de vérification.

Messieurs Richard Batah, Président, Michael Haddad, Vice-président, marketing, et Perry Batah, Vice-président, fabrication, font également partie du Conseil d'administration de Impertex Inc.

Impertex Inc. et ses filiales conçoivent, fabriquent et commercialisent un large éventail de maillots tricotés, de T-shirts et de vêtements de sport à prix populaires pour enfants et adultes, destinés aux grands magasins à rayons, magasins spécialisés et magasins d'articles de sport situés au Canada. Les vêtements sont principalement commercialisés sous les marques de commerce d'Impertex, des marques de commerce sous licence et des marques privées dans le cas de certains clients importants.

On compte parmi les filiales de Impertex Inc., Créations Miss Style Inc., fabricant de manteaux et tailleurs pour dames.

Impertex Inc. est inscrite à la cote de la Bourse de Montréal sous le symbole «IEX.UN» au téléscripteur.

Siège social: 333, rue Chabanel Ouest, bureau 700, Montréal (Québec) H2N 2E7 (514) 384-0650.

DERNIÈRE SEMAINE

Quand le luxe devient accessible...

VENTE LIQUIDATION D'INVENTAIRE D'HIVER

jusqu'à **50%** et plus

de nos collections haute-couture des stylistes européens
PRIX SACRIFIÉS • QUANTITÉS LIMITÉES

FUOMO
montréal

1452 RUE PÉLÉ • TÉLÉPHONE 844-1008

PAYEZ MOINS

D'IMPÔT



En adhérant au Fonds de solidarité, vous payez moins d'impôt.

Au total, l'économie d'impôt que vous pouvez ainsi réaliser peut atteindre et même dépasser 80% du montant investi, selon votre revenu.

PARTICIPEZ DES MAINTENANT!



Pour communiquer avec le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec:
Montréal: (514) 285-6400
Québec: (418) 622-3258
Extérieur: 1-800-361-7111 (sans frais)

Ouvert le samedi de 10 h à 16 h

LE FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)

PLUS QU'UN REER, UN ACTIF

Cette annonce ne constitue pas une offre publique de valeurs. Vous obtiendrez toutes les informations requises dans le document d'information du Fonds.

L'économie qui s'écrit

Celui qui sait vendre est le roi du marché boursier



JEAN POULAIN

Il existe de nombreux types de vendeurs à la Bourse: presque tous entrent dans ces trois catégories: les nerveux pressés, les rationnels et les attentistes ou indécis.

La palme globale de la performance ira bien sûr aux rationnels. Pour un choix d'investissement particulier, cela ne sera pourtant pas toujours le cas, pour la simple raison que le rationnel ne connaît généralement pas, et même souvent pas, tous les paramètres à intégrer pour prendre la bonne décision.

Moins performants s'avèrent les nerveux, perpétuellement soumis aux ambiances de Bourse qui leur font perdre la liberté de jugement, qui est la seule conseillère valable. Ils prennent donc des décisions irréfléchies et leur performance est toujours médiocre sinon catastrophique.

Les indécis ne sont guère meilleurs, mais le fait qu'ils prennent rarement des décisions les aide parfois à profiter des hausses dont d'autres auraient déjà réalisés les profits trop tôt.

En fin de compte, pour Thierry Tuffier, courtier à la Bourse de Paris —où, selon le jargon français, agent de change— la décision de vendre est à la fois très importante et très difficile à prendre.

Le vendeur, roi du marché

Comme il l'affirme dans son livre *Comprendre la Bourse*, celui qui sait vendre est le roi du marché, mais il s'agit d'une espèce rare: l'on est tenté de l'approuver lorsque l'on constate sur notre propre marché montréalais combien aisément les maisons de courtage «rationnelles» lancent des recom-



mandations d'achat, mais sont nettement plus réticentes quand il s'agit de conseiller la vente, c'est-à-dire selon Tuffier, de «décider de la meilleure adéquation entre la nécessité de vendre et l'optimisation du résultat financier de l'investissement réalisé».

Cela nécessite de la connaissance, de la lucidité, de la maîtrise de soi et de la subtilité. C'est donc au moins aussi difficile que savoir acheter.

De ces acheteurs, Tuffier nous apprend que 75 à 80 p. cent des transactions en actions sur le marché de Paris ne sont plus faites directement sur des particuliers (tout en passant par des courtiers) mais sur les conseils de gestionnaires de profession.

Pour les achats d'obligations, la part des décisions d'achat des particuliers est encore plus étroite (10 p. cent), les autres se fiant sur le choix décidé pour eux par des spécialistes.

Il faut souligner ici la particularité des Bourses européennes qui regroupent les transactions sur les actions mais aussi sur les obligations.

En France «pays hélas d'économie mixte», le recours aux apports en capital ne représente encore qu'un faible pourcen-

tage du total des appels au marché financier.

Et ceci d'autant plus que le système français a favorisé depuis des décennies le réseau des banques, ces dernières en profitant pour encourager l'endettement excessif des entreprises.

À part la Bourse de Paris, la province française abrite six autres établissements qui comptent, entre elles, pour seulement 3 à 4 p. cent du marché de la capitale (et s'appuient à 90 p. cent sur les obligations).

Or le nombre de transactions sur actions à Paris est de l'ordre de deux millions par jour et la plus grosse des 45 maisons «d'agents de change» n'emploie pas plus de 150 personnes, contre 20000 chez Merrill, Lynch.

L'intérêt de l'ouvrage est de ne pas tomber dans le détail de l'organisation technique des Bourses: c'est avant tout un plaidoyer sincère et convaincu du principe du marché et de l'internationalisation inéluctable des Bourses et autres marchés financiers.

Mais la place de Paris a bien du retard à rattraper puisque le gouvernement ne vient que d'admettre les transactions à terme, comme autre chose que le champ des spéculateurs.

L'une des raisons de l'ouvrage à l'internationalisation des marchés boursiers est l'obligation pratique de suivre la tendance mondiale à la dérégulation, porte d'entrée vers le libre mouvement des capitaux.

Tuffier est un partisan acharné mais lucide du «marché» dont le verdict est celui du principal détenteur des capitaux: le public, sans lequel l'entreprise n'est pas guidée. Ainsi, les hauts fonctionnaires, aussi compétents puissent-ils être, responsables de la firme nationalisée Renault, (dont les actions ne sont pas cotées en Bourse), n'auraient pas laissé se poursuivre l'énorme «débacle» financière du groupe s'il y avait eu le verdict avant-coureur du marché.

La Société d'entraide se dotera bientôt de «guichets polyvalents»

PIERRE BELLEMARE
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

■ En vertu d'une d'entente imminente avec une importante institution financière, le réseau des 40 succursales de la Société d'entraide économique du Québec sera doté, en région, de «centres financiers multiservices», c'est-à-dire de guichets polyvalents permettant plusieurs opérations financières.

«En plus des services d'épargne et de crédit que la Société d'entraide offre déjà, il faut viser, dans un premier temps, à donner des services fiduciaires, des services d'assurances et des services de prêt-bail», déclarait hier Claude Pichette, P.D.G. de la Société d'entraide, devant la Chambre de commerce du Haut-Richelieu.

«Par la suite, a ajouté le confrencier, l'éventail des services pourrait être encore élargi, ce qui aura pour effet d'ouvrir de nouveaux marchés, d'accélérer la reprise de la croissance, d'apporter

des revenus additionnels et d'accroître les profits des caisses d'entraide.»

M. Pichette a indiqué, après sa causerie, qu'au cours des prochaines semaines, il devrait être en mesure d'annoncer l'association des caisses d'entraide à l'une des deux importantes institutions financières avec lesquelles elles sont présentement en négociation.

Solide redressement

Il a aussi affirmé que la Société d'entraide se doit d'élargir ses services, «de façon à faire face au décloisement des institutions financières».

M. Pichette a d'ailleurs réaffirmé l'intention de la Société d'entraide d'inscrire ses actions en Bourse, «permettant ainsi aux actionnaires l'accès au marché public, pour transiger leurs actions qui, jusqu'à maintenant, sont négociées au comptoir».

Depuis la fusion des succursales de la Société d'entraide, en

juillet 1985, «nous avons effectué, dit M. Pichette, un redressement de \$14 millions. Au lieu de déclarer un déficit net de \$7 millions, nous avons réalisé des profits de \$7 millions.»

«Le redressement, poursuit-il, s'est également manifesté au niveau de l'actif, celui-ci atteignant \$526 millions à la fin de l'exercice, par rapport à \$516,6 millions dans le bilan d'ouverture et à \$508,7 millions au 31 décembre 1985.»

Le capital-actions, dont le rendement était de 6,3 p. cent l'an passé, devrait se situer à 7,22 p. cent au terme de l'exercice 1986-87, «ce qui est supérieur à la moyenne des grandes banques au Canada», note M. Pichette.

L'ex-recteur de l'université du Québec à Montréal, d'octobre 1977 à janvier 1986, estime enfin que la Société d'entraide a livré, ces derniers mois, la marchandise qu'attendaient ses actionnaires. «Les profits de \$7 millions en témoignent éloquemment», dit-il.

Air Canada loue 24 de ses DC-9 pour la somme de \$200 millions

■ Air Canada vient de signer des accords de cession-bail portant sur 24 de ses 35 appareils DC-9. La valeur globale de la vente se situe aux environs de \$200 millions.

Les accords représentent l'aboutissement de 18 mois d'étroite collaboration entre Air Canada et la Crédit-Bail Citibanque (Canada), qui a orchestré la transaction à laquelle participaient aussi Xerox Canada Finance, Corporation Central Capital

et Crédit-Bail BNE, une filiale de la Banque de Nouvelle-Écosse.

«Cette transaction permet à Air Canada de tirer profit de la grande valeur marchande des avions à l'heure actuelle et aussi de se procurer des capitaux à un moment où les taux d'intérêt sont des plus attractifs», a déclaré le président-directeur général d'Air Canada, M. Pierre J. Jeannot. Les 24 avions seront loués pour une période de huit à dix ans. En tant que société d'Etat, Air Canada ne

peut acquérir de capitaux que par l'emprunt ou l'autofinancement. Toutefois, la cession-bail représente pour la compagnie aérienne un mode de financement de choix qui a le mérite de ne pas augmenter considérablement sa dette à long terme. Le produit de la transaction sera alloué sur toute la durée du bail et servira à contrebalancer les dépenses de location, de sorte que les recettes d'exploitation de la compagnie ne seront nullement touchées.

EN BREF

ACCORD DE FUSION
■ La corporation Logistec et Cerescorp ont conclu un accord pour la fusion de leurs opérations à leurs installations de maintenance de conteneurs du port de Montréal. Les installations voisines seront intégrées pour ne former qu'une seule opération, avec Logistec et Ce-

rescorp comme partenaires égaux.

PETITES AUGMENTATIONS
■ Le Département du Travail américain a révélé hier que les conventions collectives négociées par l'industrie privée en 1986 contenaient les augmentations salariales les plus basses

depuis que le Département a commencé à les compiler il y a 18 ans. Les augmentations se situaient en moyenne à 1,2 p. cent au cours de la première année du contrat, et à 1,8 p. cent pour les années subséquentes dans le cas de conventions s'échelonnant sur plusieurs années.

IMPORTANT

S'il vous importe de retracer ce qui s'est passé dans le monde au cours des dernières semaines, et de revoir

ce que **La Presse** en a dit; utilisez



INFODEX, c'est un bon moyen d'identifier les tendances commerciales, de connaître les principaux courants de pensée dans les domaines de la politique, de l'économie, des arts, de la mode, du sport, etc.

INFODEX, le complément naturel et pratique de votre quotidien préféré, **La Presse**.

Pour votre plaisir, lisez **La Presse** chaque jour

Pour vos recherches, consultez **INFODEX**, l'index de **La Presse**

Pour abonnement:

infodex • Accès direct à la base de données infodex: veuillez communiquer avec Marielle Boucher, poste 337 à la Centrale des bibliothèques, 405 l'heure.

PRIX	Nom:
• Infodex, index du journal La Presse, répertoires imprimés. Abonnement aux 12 numéros mensuels..... 300\$*	Adresse:
• Infodex, index cumulatif annuel sur microfiches..... 150\$*	Code postal:
• Texte intégral de La Presse, sur microfiches. Abonnement aux 12 parutions mensuelles..... 300\$*	Téléphone:
	Signature:
	Date:

* Prix sujet à changement sans préavis. Numéro spécimen d'un mois (index et microfiches - 50\$) □

Retourner ce bulletin rempli à: Centrale des bibliothèques 1685, rue Fleury est Montréal, Québec H2C 1T1 Téléphone: (514) 382-0895

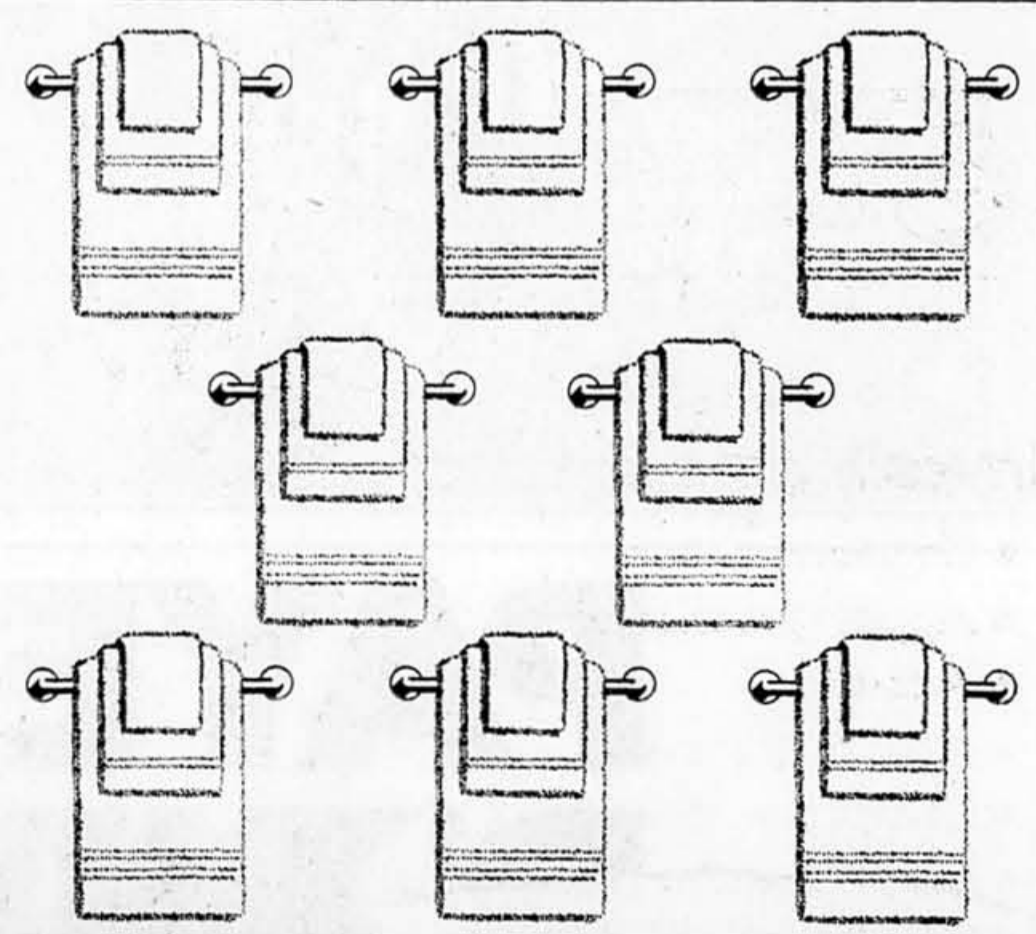
HILTON INTERNATIONAL QUÉBEC

3, Place Québec (Québec)

Certains hôtels, vous avez dû le remarquer, ont un petit-quelque-chose-de-plus. Et qui ne tient pas uniquement à l'épaisseur des serviettes (bien que les nôtres soient particulièrement moelleuses). Au Hilton International Québec, cet intangible vient de la qualité du personnel. Courtois. Professionnel. Serviable. Toujours prêt à faire le nécessaire pour vous prodiguer une attention personnelle. Celle dont on se souvient. Et qui donne le goût de revenir. Parce qu'on se sent le bienvenu. C'est toute la différence.

Réservations: (418) 647-2411 ou le service de réservations Hilton, 1-800-268-9275.

Il y a une différence...



L'ACCUEIL, ON PREND ÇA À COEUR.

Ça fait longtemps que vous songez à acheter une propriété à revenus? Venez vous renseigner au Salon.



6 au 10 février
Place Bonaventure - Hall ouest
heures d'ouverture: vendredi au mardi 12h à 22h

présenté par en collaboration avec
L'UNIVERSITÉ POPULAIRE et la CAISSE DE DÉPÔT ET D'ÉPARGNE DU QUÉBEC
CKAC 97.3
CFM 10

MARCHÉ DES OPTIONS — (Chicago)

Table of market options for various stocks including AmEx, Apple, IBM, and others, with columns for price, volume, and dates.

La rémunération à la pièce a des effets dommageables sur la santé, à long terme

JEAN POULAIN

Une enquête, réalisée par des infirmières préalablement entraînées, au domicile de 800 travailleuses du vêtement âgées de 45 à 70 ans et ayant quitté l'industrie depuis cinq ans ou moins, a montré six fois plus de cas d'incapacité sévère que pour des travailleuses d'autres secteurs d'activité, dans des conditions identiques.

De plus, parmi les anciennes opératrices du vêtement, celles qui ont été rémunérées à la pièce pendant la majeure partie de leur vie active, présentent deux fois plus de cas d'incapacité sévère que celles rémunérées à l'heure.

Enfin, chez les opératrices qui travaillent encore dans le vêtement, l'enquête a décelé une fréquence de symptômes aigus d'anxiété et de dépression 1,7 fois supérieure à celle de consœurs œuvrant dans d'autres secteurs; cette proportion double, s'il s'agit d'opératrices soumises à un travail répétitif et morcelé.

Cette étude a été menée par trois chercheurs de l'Université Laval de Québec: MM. Alain Vinet, professeur au Département de relations industrielles, Michel Vézina, professeur au Département de médecine sociale et préventive, et Mme Chantal Brisson, associée de recherche au GIROSST (Groupe Interdisciplinaire de recherche sur l'organisation, la santé et la sécurité au travail) de l'Université Laval.

Son objectif général était de déterminer si la rémunération à la pièce occasionne à long terme des effets dommageables sur la santé des travailleuses.

De façon plus spécifique l'on cherchait à déterminer si le tra-

vail à la pièce chez les opératrices (restriction d'activité) plus fortes que le travail à l'heure et si, pour les personnes encore en activité dans cette industrie, le recours aux soins médicaux et aux médicaments étaient plus intenses qu'ailleurs.

Le choix du secteur du vêtement s'explique du fait que près de la moitié des emplois y sont rémunérés à la pièce.

De plus, l'existence d'un décret gouvernemental régissant les conditions de travail depuis 1940 permettait aux chercheurs de mettre sur pied un système détaillé de collecte et d'enregistrement de renseignements couvrant employeurs et employés.

Les entrevues au domicile des 800 répondantes ont été réalisées entre le 20 octobre 1985 et le 31 mars 1986.

Le Comité paritaire du vêtement a de son côté permis, par ses archives, l'accès aux antécédents éloignés de l'histoire professionnelle des intervenants.

De l'avis des trois chercheurs l'incapacité permanente constitue la mesure la plus significative et la plus importante de cette étude, car cette incapacité interdit à la personne d'aller travailler ou de tenir maison, en raison de son état de santé: de tels cas sont six fois plus nombreux dans le vêtement que dans tout autre secteur d'activité.

Les chercheurs se proposent d'étendre leur enquête dans d'autres domaines d'activité où la rémunération à la pièce s'applique (ou toute autre formule de rémunération au rendement).

Ce serait le cas des mines, de la forêt et de la fabrication.

INDICES STANDARD & POOR DES OPTIONS DE CHICAGO

Table of Standard & Poor indices for various stocks including SP100, SP500, and individual company indices.

DIVIDENDES

Table of dividends for various companies including American Can, Alcan, and others.

Ethical Growth Fund



UN PLACEMENT IDEAL POUR LES REER

Le premier fonds mutuel d'investissement responsable au Canada

Disponible par l'entremise de Placements Geoffrion, Leclerc, inc. Pour obtenir de plus amples renseignements et un exemplaire du prospectus, veuillez renvoyer ce coupon à: Montréal, P.V.M. 3, Place Ville-Marie Bureau 900 Montréal (Québec) H3B 2G2 Raymond Parent (514) 871-4488

Centre de perfectionnement MEC. Comment résoudre les problèmes de rendement de vos employés? Habilités d'intervention auprès d'employés-problèmes. 4, 5 et 6 mars 1987. 09:00 à 17:00. Apprenez à diagnostiquer les comportements inadéquats au travail, à interpréter la nature de ces problèmes (alcoolisme, absentéisme, toxicomanie, etc.) et à choisir une intervention appropriée.

LE JARDIN DES SABLES complexe de villégiature. Venez investir dans la nature... Condominiums, Appartements-hôtel, Auberge, Golf 18 trous, Complexe sportif, Investissement immobilier, Possibilité d'abri fiscal. Autoroute des Cantons de l'Est (10) sortie 118 Orford (819) 843-6666

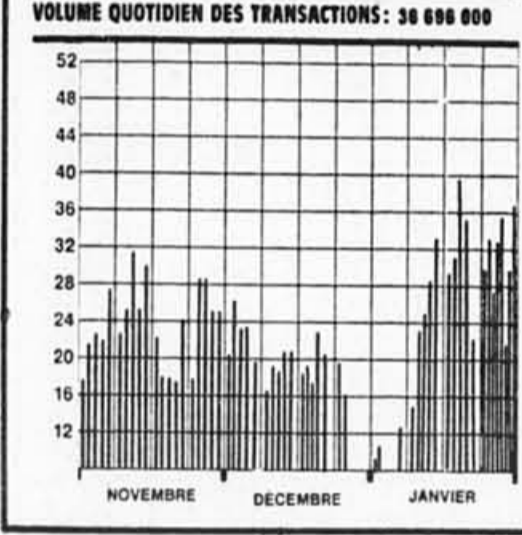
La nouvelle Saab 9000S! Une voiture familiale et un sedan sport qui ne font qu'une! Faites l'essai de la Saab 9000S... elle saura répondre à vos besoins et à vos goûts en matière de conduite. Nous vous montrerons comment une voiture spacieuse peut se marier à la perfection avec un puissant moteur 2 litres à 16 soupapes, injection d'essence et traction avant. Nous vous montrerons comment des dispositifs de sécurité tels qu'un habitacle renforcé d'acier et des zones d'absorption des chocs peuvent se marier avec une suspension issue de nombreuses années d'expérience en rallye. La 9000S est appuyée par la garantie standard Saab de 3 ans/60000 km. Passez nous voir pour découvrir que la voiture dont vous avez besoin et celle dont vous rêvez ne font qu'une. La Saab 9000S. Robert Barrell Automobiles 11355 Côte-de-Liesse, Dorval, 631-4387

TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 36 690 000



INDICES DE TORONTO

300/COMPOSE SER.V. FINANC. MIN. ET METAUX PETROLES ET GAZ INDUSTRIELLES

Ferm. Var. 3354.25 +14.34, 2603.11 +22.19, 2222.46 +5.16, 3382.44 -0.56, 2112.29 +16.98

Table of stock market data for Toronto, including various indices and individual stock prices.

Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

C/D

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

A/B

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

C/D

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

G/H

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

K/L

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

M/N

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

S/T

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

U/Z

Table of stock market data for Toronto, listing various stocks and their prices.

VANCOUVER

VOLUME 16 200 000

INDICE GENERAL FERMETURE 1412,23

Table of stock market data for Vancouver, listing various stocks and their prices.

Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net

Table of stock market data for Vancouver, listing various stocks and their prices.

Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net

Table of stock market data for Vancouver, listing various stocks and their prices.

Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net

Table of stock market data for Vancouver, listing various stocks and their prices.

Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net

Table of stock market data for Vancouver, listing various stocks and their prices.

VANCOUVER suite de la page D7

Table of stock market data for Vancouver, including various sectors like Mining, Energy, and Industrial. Columns include company names, prices, and changes.

NEW YORK suite de la page D6

Table of stock market data for New York, including various sectors like Technology, Finance, and Energy. Columns include company names, prices, and changes.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Table of options data for Trans-Canada, listing various call and put options with their respective prices and terms.

LES OBLIGATIONS

Table of bond data (obligations) for various companies and government securities, including yields and prices.

LE DOLLAR

(PC) Le dollar américain a clôturé mardi en baisse de 30-100 et cotait \$1.3400 contre la devise canadienne. Le livre sterling a monté de 3-100 à \$2.0643.

LA BOURSE EN BREF

Summary table of market performance for Montreal, Toronto, and New York, showing volume, gains, and losses.

OFFRE ET DEMANDE (TORONTO)

Table of supply and demand for various stocks in Toronto, listing bid and ask prices.

MINES ET PÉTROLES (OFFRE ET DEMANDE À TORONTO)

Table of supply and demand for mining and petroleum stocks in Toronto.

TITRES AU COMPTANT (DE TORONTO)

Table of cash transactions for various stocks in Toronto, including volume and price.

AMÉRICAIN

Table of stock market data for American companies, including columns for company names, prices, and volume.

MARCHÉ DES OPTIONS SUR DEVISES

Table of foreign exchange options market data, listing various currencies and their corresponding option prices.

AVIS DE DIVIDENDES

AVIS est par les présentes donné que les dividendes par action en circulation de la Banque de Montréal pour le trimestre courant sont déclarés payables aux actionnaires inscrits à la clôture des livres, le 2 février 1987, selon les modalités ci-dessous:

CRÉDIT LYONNAIS CANADA

Le président du conseil d'administration, Serge Bouttissou, annonce la nomination de M. Jacques du Vignaud au poste de président du Crédit Lyonnais Canada. M. du Vignaud était jusqu'alors détaché par le Crédit Lyonnais (France) comme directeur général de la Banque Nationale de Grèce (France).



Jacques du Vignaud

L'OR

Londres: \$408,80 (\$411,40) Paris: \$419,95 (\$410,71) Francfort: \$417,65 (\$409,01) Zurich: \$411,00 (\$411,50) Hong Kong: ferme (ferme) (PC) - L'or cotait \$551 can à l'offre (\$412 US) et \$552 can (\$413 US) à la demande, mercredi en clôture chez Deak International, courtiers en métaux précieux.

Denrées agricoles

Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière, prix d'achat, le kilo: 39-92, \$5.05, 40-93, \$5.03; prix du gros au détail: \$5.62. Fromage cheddar au kilo, terre catégorie, blanc: \$5.13; terre cat., colore: \$5.12.

PROFIL D'ENTREPRISES



Dans l'ordre habituel, Denis Nantel, président-fondateur de Vag, Marc Rolland, directeur artistique et Line Laflamme, coiffeuse. La maison offre régulièrement des cours de perfectionnement à ses employés.

Vag réussit bien grâce à sa formule du «prêt-à-coiffer»

Les salons Vag ont été les premiers à Montréal à dépeussier l'industrie de la coiffure. Le 5 juin 1982, ils proposent aux clients un nouveau concept, le « prêt-à-coiffer », une formule pratique et plus adaptée à la conjonction économique: pas de rendez-vous, pas de pourboire, pas de café, service de qualité, nombreuses succursales et \$6,95 la coupe (\$7,95 maintenant).

MAINTENANT - VOICI LES PRIX DE SOLDE QUI VOUS FERONT SOURIRE

Advertisement for Futuric featuring a cartoon character and large text: 'Jusqu'à 50% de rabais', '30% de rabais', '50% de rabais'. Includes contact information: 381-8861.

Cassette audio digitale: Philips se dit techniquement prêt à produire

Le groupe industriel néerlandais Philips produira la cassette audio digitale (DAT), que lancera Aiwa sur le marché japonais le printemps prochain, dès qu'un accord sera intervenu entre les industries et les éditeurs de musique.

BAROMÈTRE

Table of economic statistics (Statistiques économiques) showing production, revenues, and employment data for October and November 1986.

Advertisement for classified ads (LES ANNONCES CLASSÉES) with phone number 285-7111. Includes a small table of national accounts (Comptes nationaux).